

vateurs ce qu'ils doivent faire, car ils l'ignorent. Selon eux, la production agricole est excédentaire parce que nous l'exigeons; les cultivateurs sont incapables d'évaluer une situation donnée et doivent s'adresser à nous pour les guider.

Depuis un an environ, le ministre de l'Agriculture (M. Olson) s'efforce de donner aux cultivateurs l'occasion d'exposer leurs problèmes. Il les a invités à un congrès agricole. Il s'est rendu dans leurs collectivités. Le comité agricole a arpenté les champs de la Saskatchewan et s'est entretenu avec les cultivateurs. Nous avons consulté leurs états financiers et nous connaissons leurs problèmes. Le premier ministre (M. Trudeau) a visité l'Ouest, où on lui a lancé du blé et montré des pancartes obscènes. Je parlais à un jeune homme de la Saskatchewan l'autre jour et il me disait que les coupables s'excusent encore auprès du Canada de certaines choses survenues pendant la visite du premier ministre. Ces gens n'étaient pas forcément des cultivateurs. De fait, je serais prêt à dire que ce n'était pas des cultivateurs mais plutôt des agitateurs qui prétendaient appuyer les cultivateurs.

L'agriculture aujourd'hui est en pleine révolution; de fait, elle l'est depuis déjà cinq ou six ans. Les cultivateurs se sont rendu compte que les progrès technologiques ont rendu possible la surproduction. Ils se rendent compte aussi que l'aide extérieure prouve que les pays sous-développés dans le besoin n'ont pas réussi à cultiver assez de produits agricoles. Les cultivateurs savent qu'il existe un problème mondial du blé et qu'il faut s'en occuper.

Certains secteurs de l'industrie agricole ont agi. J'aimerais dire au député de Timiskaming (M. Peters) que l'industrie du poulet à rôtir n'est pas contrôlée au Québec comme elle l'est en Ontario. Toutes les provinces, sauf le Québec, ont un régime de mise en marché des poulets à rôtir. Si le prix en est plus élevé au Québec qu'ailleurs au Canada, c'est tout simplement que le Québec n'a pas d'office de commercialisation et qu'il y a surproduction. Les éleveurs de poulets à rôtir ailleurs au Canada exploitent des fermes rentables. C'est dire que les banques sont disposées à leur prêter de l'argent. Ils ne dépendent plus autant des prêts destinés aux améliorations agricoles ou de la Société du crédit agricole. De concert avec les hauts fonctionnaires, ils ont rentabilisé l'industrie du poulet à rôtir. Il en va de même des producteurs d'œufs. Il y a quelques années, il y avait surproduction et les prix étaient peu élevés. Aujourd'hui les œufs se vendent à bon prix, et cela parce que les producteurs se sont groupés pour résoudre leurs problèmes particuliers.

Je reconnais que les députés de l'opposition sont sincères, qu'ils ne veulent que du bien à l'agriculture canadienne. Je songe surtout au député de Kent-Essex (M. Danforth). Je dis cela non pas parce qu'il est plus gros que moi, mais parce que je l'ai rencontré au comité de l'agriculture, que je suis allé en Saskatchewan avec lui et avec le député de Timiskaming.

On ne peut s'attendre que le ministre de l'Agriculture s'attaque à tous les problèmes de l'industrie agricole. Mais il devrait discuter ses politiques avec les cultivateurs pour voir si elles leur conviennent. Les députés le savent: le gouvernement se propose de présenter un projet de loi nationale sur la commercialisation, et on a déjà trouvé à redire parce qu'il n'a pas été présenté plus tôt. Je me demande si les députés se rendent compte pourquoi. C'est qu'on est encore en train d'en discuter dans toute l'étendue du pays avec les cultivateurs eux-mêmes. Combien de députés de l'opposition peuvent me montrer une copie de l'avant-projet de loi sur une commission nationale de commercialisation du poulet qui a été soumis à l'étude des hauts fonctionnaires du ministère de l'Agriculture?

• (9.20 p.m.)

**Des voix:** Bravo!

**M. Pringle:** Combien de députés ont étudié cet aspect de la question? L'affaire sera étudiée par le gouvernement dans très peu de temps. Combien de députés ont rendu visite aux intéressés?

Voyons la situation dans l'industrie du porc. On a parlé de réduire les subventions dans ce domaine. On n'a jamais considéré qu'il s'agissait d'une subvention à l'élevage du porc. De très bons éleveurs de ma circonscription m'ont dit qu'ils n'avaient jamais considéré ce versement comme une subvention, mais comme un stimulant ou une prime aux éleveurs qui amélioreraient la qualité de leurs porcs. Rien de plus. Si vous produisez un meilleur porc, vous obtenez plus d'argent. L'idée de subventionner un éleveur de porcs pour qu'il produise une piètre denrée est simplement dépassée. On ne subventionne pas un éleveur de poules qui produit des œufs à perte mais qui fait un bénéfice parce que le gouvernement paie la note. On s'est débarrassé de cette idée. Il en va de même de l'industrie de la dinde.

Voyons maintenant le problème de l'industrie des céréales. Je me rends compte qu'il est ardu. Comme vous l'avez deviné, je veux parler du programme de gestion des approvisionnements. Nous devrions essayer de produire pour un marché. On a déjà mentionné que nous n'étions pas capables de vendre notre produit, que nous produisons trop sans vendre assez, selon l'expression de mes honorables collègues. Il y a une